Embargo jusqu'à 10 heures

Communiqué de presse
Mercredi 3 février 2021

Nouveau programme climatique de l'économie suisse

economiesuisse demande la mise en place d'une cellule de crise nationale efficace et compétente pour le coronavirus

economiesuisse dit oui à la loi sur le CO_2 révisée. Lors de sa conférence de presse annuelle, la faîtière des petites et grandes entreprises a présenté le «programme climatique de l'économie» et ses neuf champs d'action. Ce programme donne aux entreprises des lignes directrices concrètes sur la manière d'atteindre l'objectif zéro émission nette d'ici à 2050. economiesuisse soutient par ailleurs l'accord de libre-échange avec l'Indonésie et la loi sur les services d'identification électronique. Enfin, notre association demande la mise en place d'une cellule de crise coronavirus nationale à la fois efficace et compétente.

Le «programme climatique de l'économie suisse» présenté par economiesuisse contient des lignes directrices concrètes à l'intention des entreprises pour réduire leurs émissions de CO_2. Avec ce programme, qui définit neuf champs d'action, notre organisation concrétise son engagement visant à réduire les émissions nettes de CO_2 de l'économie à zéro d'ici à 2050. Les champs d'action définis vont de l'accroissement de l'efficacité et du soutien aux initiatives sectorielles à la décarbonation des transports en passant par la promotion de la coopération internationale. Ce programme est disponible sur economiesuisse.ch.

«En matière de politique climatique, l'économie suisse entend faire partie de la solution», a déclaré Monika Rühl, présidente de la direction d'economiesuisse, à l'occasion de la conférence de presse annuelle. Et d'ajouter: «Grâce à des innovations et des technologies efficientes, l'économie est en mesure d'apporter une contribution majeure à la réduction des émissions de gaz à effet de serre et donc à la résolution du problème climatique».

Dans ce contexte, economiesuisse a décidé de soutenir la révision de la loi sur le CO_2. La faîtière soutient le compromis du Parlement, même si le projet de révision ne répond pas à ses attentes sur des points essentiels.

Coronavirus: une cellule de crise nationale efficace et compétente est nécessaire

Outre la politique climatique, l'économie suisse est confrontée à d'autres défis majeurs: la crise du coronavirus en particulier pèse lourdement sur l'économie. La Suisse traverse sa plus grave récession depuis des décennies. L'économie indigène et l'économie exportatrice restent aux prises avec un environnement très difficile. Les mesures de soutien étendues adoptées par la Confédération et les cantons ces derniers mois ont quelque peu atténué la pression, mais l'hôtellerie et la branche du tourisme en général, le commerce de détail et la restauration souffrent fortement. Les exportations ont,

economiesuisse
Hegibachstrasse 47
Postfach CH-8032 Zürich
Telefon +41 44 421 35 35
Telefax +41 44 421 34 34

Verband der Schweizer Unternehmen
Fédération des entreprises suisses
Federazione delle imprese svizzere
Swiss Business Federation
www.economiesuisse.ch

elles aussi, enregistré une baisse massive l'an dernier en raison de la pandémie. «Nous avons encore des mois difficiles devant nous», a déclaré Christoph Mäder lors de la conférence de presse.

economiesuisse salue donc la décision du Conseil fédéral d'évaluer la situation en permanence. Il faut se garder d'exclure par avance tout assouplissement des restrictions, qui sont très coûteuses et pesantes pour la population. Une approche progressive s'impose.

economiesuisse appelle à améliorer rapidement la gestion de crise. Ces derniers jours, la Confédération et les cantons se sont mutuellement reprochés de ne pas avoir agi à temps. Cette attitude fragilise la confiance des citoyens dans les institutions. Il faut à tout prix l'éviter. Il convient au contraire de régler clairement les compétences et de tirer avantage des grands avantages du fédéralisme.

Aux yeux d'economiesuisse, une cellule de crise nationale efficace et compétente est nécessaire. La Confédération doit pouvoir travailler sur un pied d'égalité avec les chefs des états-majors cantonaux et leur offrir un accompagnement professionnel en matière de vaccination et de dépistage. La cellule de crise devrait dépendre directement du Conseil fédéral et être capable de décider et d'agir rapidement.

Les tests à large échelle représenteront une mesure essentielle en attendant que la majorité de la population soit vaccinée. Les milieux économiques ont donc accueilli très favorablement l'adaptation de la stratégie de dépistage décidée par le Conseil fédéral à fin janvier. Il s'agit maintenant de la mettre en œuvre rapidement et avec détermination.

OUI à l'accord avec l'Indonésie et OUI à la loi sur l'identité électronique

Les projets de politique économique importants ne manqueront pas ces prochains mois. Deux objets non négligeables sont soumis en votation le 7 mars prochain: l'accord de libre-échange avec l'Indonésie et la loi sur les services d'identification électronique (e-ID). economiesuisse prône deux fois le oui.

Pour toute question:
Cristina Gaggini
Tél. +41 78 781 82 39
Courriel: cristina.gaggini@economiesuisse.ch

Embargo jusqu'à 10 heures

Conférence de presse annuelle 2021
Mercredi 3 février 2021

Seul le discours prononcé fait foi.

Deux fois OUI à l'accord avec l'Indonésie et à la loi sur l'identité électronique

La faîtière de l'économie rejette les initiatives sur l'eau potable et sur les pesticides

Christoph Mäder, président d'economiesuisse

Mesdames et Messieurs,

Au nom d'economiesuisse, nous vous souhaitons la bienvenue à la conférence de presse annuelle de notre fédération et vous remercions de votre intérêt.

Dans la **première partie**, je vais vous exposer quelques-unes de nos priorités en matière de politique économique pour les mois à venir. Dans la **deuxième partie**, Monika Rühl parlera du chemin emprunté par l'économie pour atteindre l'objectif zéro émission nette dans la politique climatique et communiquera la position d'economiesuisse sur la révision totale de la loi sur le CO_2. Dans la **troisième partie,** nous vous présenterons, avec l'Union patronale suisse, notre position commune sur l'accord-cadre avec l'UE. Ensuite, nous serons à disposition pour répondre à vos questions et effectuer des entretiens.

La crise du coronavirus pèse toujours lourdement sur l'économie. La Suisse traverse sa plus grave récession depuis des décennies. Pour 2020, nous nous attendons à une baisse du produit intérieur brut de 3,5 %. En 2021 aussi la reprise espérée se fera attendre. L'économie indigène et l'économie exportatrice restent aux prises avec un environnement très difficile. Les mesures de soutien étendues adoptées par la Confédération et les cantons ces derniers mois ont quelque peu atténué la pression, mais des branches comme l'hôtellerie et le tourisme en général, le commerce de détail ou la restauration souffrent fortement. Nous avons encore des mois difficiles devant nous. Le retour à la normalité ne sera possible que lorsque la population sera vaccinée.

D'après nos informations, le Conseil fédéral procède aujourd'hui à une évaluation intermédiaire des mesures prises pour lutter contre le coronavirus. Nous saluons donc la décision du gouvernement d'évaluer la situation en permanence. Un assouplissement des restrictions, très coûteuses et pesantes pour la population, ne doit pas être exclu prématurément. Une approche progressive s'impose. economiesuisse demande en outre une amélioration immédiate de la gestion de crise.

La situation épidémiologique s'est considérablement améliorée ces dernières semaines. Dans les hôpitaux, la situation est nettement plus détendue. Le risque d'une nouvelle vague subsiste cependant.

economiesuisse
Hegibachstrasse 47
Postfach CH-8032 Zürich
Telefon +41 44 421 35 35
Telefax +41 44 421 34 34

Verband der Schweizer Unternehmen
Fédération des entreprises suisses
Federazione delle imprese svizzere
Swiss Business Federation
www.economiesuisse.ch

L'économie reconnaît donc que des mesures visant à contenir la pandémie sont toujours nécessaires, au moins jusqu'à ce qu'une grande partie de la population ait été vaccinée. La question décisive est toutefois de savoir quelles mesures sont réellement nécessaires à un moment T.

Nous craignons des décisions prématurées face à la propagation de variantes du virus et à l'incertitude qui en découle. Nous comptons sur le Conseil fédéral pour évaluer la situation sans préjuger des résultats. Il s'agit de ne pas décider par avance d'une prolongation de mesures très coûteuses de lutte contre le coronavirus ni d'exclure d'emblée des assouplissements.

Nous reconnaissons que les collaborateurs de la Confédération consentent de gros efforts depuis des mois. Nous pensons néanmoins que la gestion de crise doit être modifiée de toute urgence. Ces derniers jours, la Confédération et les cantons se sont mutuellement reprochés de ne pas avoir agi à temps. Cette attitude fragilise la confiance des citoyens dans les institutions. Il faut à tout prix l'éviter. Il convient au contraire de régler clairement les compétences et de tirer avantage des grands avantages du fédéralisme.

À nos yeux, une cellule de crise nationale efficace et compétente est donc nécessaire. La Confédération doit pouvoir travailler sur un pied d'égalité avec les chefs des états-majors cantonaux et leur offrir un accompagnement professionnel en matière de vaccination et de dépistage. La cellule de crise devrait dépendre directement du Conseil fédéral et être capable de décider et d'agir rapidement.

Des tests à large échelle seront l'une des principales mesures en attendant que la majorité de la population soit vaccinée. Les milieux économiques ont donc accueilli très favorablement l'adaptation de la stratégie de dépistage à fin janvier. Il s'agit maintenant de la mettre en œuvre rapidement et avec détermination.

Les entreprises sont prêtes à apporter leur contribution à la lutte contre la pandémie. L'exemple des Grisons montre que les entreprises participent à la réalisation de tests réguliers et à large échelle si cela permet de supprimer les quarantaines. Les efforts dans ce sens devraient être soutenus et développés.

L'accord de libre-échange avec l'Indonésie renforce le développement durable

Au-delà de la lutte contre la pandémie, nous aurons à relever d'autres importants défis de politique économique au niveau fédéral. Dans cinq semaines environ, nous votons sur l'accord de libre-échange entre l'AELE et l'Indonésie.

Il va sans dire qu'economiesuisse soutient cet accord de libre-échange. Tournée vers l'exportation, la Suisse a besoin de marchés ouverts. Dans cette perspective, les accords de libre-échange représentent un instrument très précieux en ces temps économiques difficiles, marqués de surcroît par une résurgence du protectionnisme et un blocage de l'Organisation mondiale du commerce. Pour la Suisse et ses exportations, la ratification de l'accord étendu de libre-échange avec l'Indonésie est donc d'une importance cruciale. D'ici à 2050, l'Indonésie devrait, en effet, se hisser au rang de quatrième puissance économique mondiale. Le potentiel qu'elle offre aux entreprises suisses est donc gigantesque. La ratification donne par ailleurs un signal important sur la voie à suivre s'agissant des autres accords que notre pays veut conclure avec des marchés émergents.

Pour l'Indonésie aussi, l'accord fait date. Il lui accorde la franchise douanière pour ses produits industriels et des concessions pour des biens agricoles représentant pour elle des intérêts particuliers en matière d'exportation. L'accord contient de plus un chapitre étendu sur le développement durable,

incluant des engagements contraignants que l'Indonésie n'avait pris jusqu'à présent avec aucun autre partenaire commercial. Ces dispositions concernent en particulier le commerce de l'huile de palme. La Suisse n'importe que de très faibles quantités d'huile de palme indonésienne. Et cette huile de palme est, pour l'essentiel, issue d'une production durable.

L'intensification des relations commerciales renforcera les trois piliers (économique, social et écologique) du développement durable en Indonésie. Grâce aux emplois qu'elles créent, les entreprises suisses améliorent déjà l'accès à la formation et à la santé. En s'imposant des standards élevés en matière de durabilité et en exportant des produits de qualité, elles encouragent des modes de production plus respectueux des ressources ainsi que de meilleures conditions de travail dans les pays d'implantation.

L'accord avec l'Indonésie est d'importance stratégique pour l'économie suisse du fait du potentiel économique de ce pays d'Asie du Sud-Est. En cas de refus de l'accord en votation populaire, la Suisse non seulement perdrait un accès privilégié au marché indonésien, mais remettrait aussi largement en cause un pilier essentiel de sa politique économique extérieure.

Loi sur l'identité électronique : des avantages pour l'économie, la société et l'État

Le 7 mars prochain, nous votons également sur la loi fédérale sur les services d'identification électronique – ou e-ID. Nous soutenons cette loi, car elle donne de nombreux avantages à l'économie, à la société et à l'État. Les possibilités actuelles d'identification des personnes sur internet sont multiples et peu réglementées, raison pour laquelle de nombreux services en ligne ne sont pas encore accessibles en Suisse.

Une e-ID reconnue par l'État est importante pour la compétitivité et la capacité d'innovation de la place économique suisse. Elle constitue le fondement de nombreuses innovations numériques et crée la sécurité juridique et la confiance nécessaires pour réaliser des opérations commerciales dans l'espace numérique. Le commerce électronique et la cyberadministration sont en plein essor. Le fait que la Suisse ne dispose pas encore de sa propre identité électronique, contrairement à de nombreux autres pays, se reflète également dans le « World Digital Competitiveness Report IMD », dans lequel elle a perdu du terrain en 2020.

L'e-ID n'est pas un passeport numérique. Elle permettra exclusivement une identification électronique sûre et ne remplacera en aucun cas un passeport à croix blanche, qui donne la liberté de voyager ou les droits politiques. L'e-ID sera volontaire. Tous les services publics restent disponibles sous forme non électronique – l'introduction de l'e-ID n'y changera rien. La loi prévoit que les achats en ligne devront rester possibles sans identité électronique.

La loi exige des solutions suisses fiables et crée des règles claires en matière de protection des données et de transparence. Les fournisseurs seront des organisations suisses faisant l'objet de contrôles stricts et réguliers. Les données des utilisateurs devront être enregistrées sous le droit suisse. La loi est volontairement formulée de manière technologiquement neutre et prévoit que plusieurs organisations puissent proposer l'identité électronique. Elle prévoit qu'il s'agira de particuliers, de cantons et de communes, qui pourront tous demander le contrôle et la reconnaissance de leurs prestations. Les fournisseurs seront libres d'innover et de réaliser des progrès.

Sans loi sur l'identité électronique, notre retard dans le domaine de la concurrence numérique se creuserait davantage, au détriment de la place économique et de l'innovation suisses. De nombreux pays sont en avance par rapport à la Suisse en termes de développement numérique. En nous dotant

d'une solution électronique propre, nous pourrions rattraper le retard et nous positionner comme un pays moderne et compétitif.

economiesuisse rejette les deux initiatives agricoles

Outre les deux projets soumis au référendum, deux initiatives populaires contre l'utilisation de produits phytosanitaires font débat : l'initiative « Pour une Suisse libre de pesticides de synthèse » et celle pour l'eau potable. Le Conseil fédéral et le Conseil national rejettent clairement les deux initiatives sans contre-projet.

Selon le Conseil fédéral, il n'est pas possible aujourd'hui de renoncer complètement aux produits phytosanitaires, que ce soit dans la production intégrée ou dans la production biologique. En guise d'alternative, la Confédération mise donc sur le plan d'action Produits phytosanitaire qui fixe des objectifs de réduction contraignants, ainsi que sur une réduction progressive des risques liés à l'utilisation des produits phytosanitaires dans le cadre de la politique agricole à compter de 2022 (PA 22+).

Ces deux alternatives efficaces confortent economiesuisse dans sa décision de rejeter les deux initiatives agricoles.

Défis dans la politique européenne

La Suisse doit relever deux défis en matière de politique européenne : d'une part, elle doit améliorer ses relations avec le Royaume-Uni, après le Brexit et, d'autre part, les mois à venir pourraient être décisifs pour l'accord-cadre institutionnel. Nous y reviendrons plus tard, je vais me concentrer ici sur nos relations avec la Grande-Bretagne.

Avec la conclusion de l'accord entre l'UE et le Royaume-Uni le 24 décembre dernier et son entrée en force provisoire le 1er janvier 2021, les conditions régissant les échanges entre la Suisse et le Royaume-Uni ont considérablement changé, notamment en raison de différences entre les deux accords en ce qui concerne les règles d'origine.

La Suisse ayant conclu des règles douanières différentes dans ses accords avec l'UE et le Royaume-Uni, les entreprises suisses qui exportent vers le Royaume-Uni doivent désormais payer des droits de douane si, pour un produit donné, la valeur créée en Suisse est inférieure à 50 % - et vice versa. Cela renchérit les produits d'exportation suisses, depuis le 1er janvier 2021, et aura un impact négatif sur les réseaux de production impliquant plusieurs pays européens. Il est essentiel de renégocier rapidement les règles d'origine afin que la Suisse ne perde pas de terrain par rapport à la concurrence européenne.

Les premiers signaux positifs de l'administration fédérale et de l'ambassade du Royaume-Uni en Suisse sont prometteurs quant à la possibilité de trouver une solution qui convienne aux deux parties.

Me voici arrivé à la fin de mes explications sur quelques-uns points forts thématiques de notre association. Je passe maintenant la parole à Monika Rühl qui va vous parler de politique climatique.

Embargo jusqu'à 10 heures

Conférence de presse annuelle
Mercredi 3 février 2021

Seul le discours prononcé fait foi.

Zéro émission nette d'ici à 2050
Le programme climatique de l'économie suisse

Discours de Monika Rühl, présidente de la direction

Mesdames, Messieurs,

Par rapport à la politique climatique, l'économie suisse entend faire partie de la solution. Grâce à des innovations et des technologies efficientes, elle est en mesure d'apporter une contribution majeure à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. Le Comité et le Comité directeur d'economiesuisse ont pris un engagement clair à la fin de l'année dernière : les entreprises membres d'economiesuisse réduiront leurs rejets de CO_2 à zéro émission nette d'ici à 2050. La mise en œuvre se fera dans le cadre d'un programme climatique, qui donne aux entreprises des lignes directrices pour agir dans neuf domaines.

L'objectif d'economiesuisse correspond aux plans du Conseil fédéral. Avec son contre-projet direct à l'initiative pour les glaciers et sa stratégie climatique à long terme, le gouvernement va dans la même direction que l'économie. Le Conseil fédéral n'interdit pas les énergies fossiles, car ce serait trop radical et ne tiendrait pas compte de l'évolution technologique. Il prévoit en outre d'autoriser la compensation aussi bien en Suisse qu'à l'étranger d'émissions difficiles à éviter, ce qui revêt une grande importance. Nous saluons par ailleurs la mise en œuvre à la fois socialement acceptable, tenant compte des besoins de l'économie et ouverte aux nouvelles technologies.

Des conditions-cadre favorables à l'économie restent incontournables
Pour atteindre voire dépasser l'objectif de zéro émission nette d'ici à 2050, la mise en œuvre de conditions-cadre favorables à l'économie est indispensable. Les cinq principes suivants doivent être pris en compte :

1. ***Orientation vers le marché et coordination internationale***
   La démarche de la Suisse doit être le plus largement possible coordonnée à l'échelle internationale. C'est ainsi seulement que l'on pourra protéger le climat, tout en évitant des désavantages concurrentiels pour les entreprises du pays.
2. ***Flexibilité***
   Pour le climat, peu importe où et comment les émissions sont évitées. C'est pourquoi il faut exploiter toutes les possibilités qui se présentent – en Suisse et à l'étranger. Nous saluons donc la décision du Conseil fédéral d'autoriser également la compensation d'émissions à l'étranger.

economiesuisse
Hegibachstrasse 47
Postfach CH-8032 Zürich
Telefon +41 44 421 35 35
Telefax +41 44 421 34 34

Verband der Schweizer Unternehmen
Fédération des entreprises suisses
Federazione delle imprese svizzere
Swiss Business Federation
www.economiesuisse.ch

3. ***Responsabilité individuelle***
   Les sauts technologiques et les cycles d'investissement ne sont pas synchronisés avec les échéances politiques. Dans ces conditions, une interdiction des combustibles fossiles ne serait pas judicieuse.
4. ***Égalité de traitement des sources d'énergie***
   L'économie s'engage en faveur de l'égalité de traitement des combustibles et des carburants. La responsabilité pour la baisse des émissions ne doit pas reposer sur un petit nombre de branches économiques à forte intensité énergétique. Des taxes d'incitation approuvées par le peuple sont l'instrument le plus efficace sous les angles environnemental et économique.
5. ***Compétitivité***
   La réglementation en matière de politique climatique doit être aussi svelte que possible et éviter les subventions. On crée ainsi un environnement favorable à l'innovation.

Sur la base de ces axes stratégiques, economiesuisse a décidé de soutenir la révision de la loi sur le CO_2. Les milieux économiques soutiennent ce compromis politique, même si le projet de révision ne répond pas à leurs attentes sur certains points essentiels.

Un programme climatique pour concrétiser l'objectif

Comment l'économie entend-elle atteindre l'ambitieux objectif zéro émission nette d'ici à 2050 ? economiesuisse et les organisations de branches qui en sont membres ont élaboré à cet effet un « programme climatique de l'économie » définissant neuf champs d'action. Ces lignes directrices viennent appuyer les axes stratégiques et concrétisent leur mise en œuvre. Je me limiterai à quatre de ces lignes directrices pour les entreprises – la liste complète est disponible sur notre site web.

- **Optimiser les processus de production et accroître l'efficience**
  - Bien que l'économie suisse figure déjà parmi les plus efficaces du monde, des possibilités subsistent pour accroître l'efficience et réduire les émissions.
  - La possibilité donnée à toutes les entreprises de conclure des conventions d'objectifs permettra à l'économie suisse de gérer ses émissions plus systématiquement et d'augmenter les réductions attendues, dans une fourchette de 50 à 100 %.
  - L'intensité CO_2 des entreprises suisses n'a cessé de diminuer ces dernières années pour atteindre 86,6 % en 2019. L'économie a ainsi atteint l'an dernier l'objectif de 91,7 %, fixé au départ pour 2022. Fin 2019, plus de 4000 entreprises avaient conclu 2405 conventions d'objectifs. Cela correspond à 50 % environ des émissions de CO_2 des entreprises industrielles et sociétés de services suisses. La révision de la loi sur le CO_2 maintient ce modèle couronné de succès et le renforce même, puisque toutes les entreprises auront accès aux conventions d'objectifs.
- **Décarboner les transports**
  - À l'heure actuelle, le trafic motorisé est l'un des principaux responsables de l'accroissement du CO_2 dans l'atmosphère. L'économie participe aussi de manière substantielle au trafic. Une taxe d'incitation permettrait d'internaliser les coûts climatiques externes du transport motorisé et d'accroître ainsi la vérité des coûts. C'est pourquoi economiesuisse demande l'égalité de traitement des combustibles et des carburants.
- **Promouvoir l'innovation, la recherche et la numérisation**
  - L'économie suisse peut fournir une importante contribution à la lutte contre le réchauffement climatique par son rôle d'innovateur et de fournisseur de technologies à l'échelle mondiale.
  - Elle veille à ce que cet aspect soit bien pris en compte aux niveaux politique et entrepreneurial, notamment dans le domaine de la captation du CO_2.
  - La numérisation permet d'améliorer l'efficience et de développer de nouveaux modèles d'affaires. Raison pour laquelle il y a lieu de stimuler le recours aux solutions numériques.

- **Soutenir les mesures volontaires des entreprises et les solutions sectorielles**
  - Les grandes entreprises montrent déjà l'exemple en se fixant des objectifs tels qu'une réduction de leurs émissions nettes à zéro. Elles examinent et mettent en œuvre toutes les possibilités de réduction. De tels programmes peuvent inspirer et aider d'autres entreprises à diminuer leurs émissions, avec l'appui de l'Agence de l'énergie pour l'économie et d'autres organisations semblables.
  - Le groupe agroalimentaire Nestlé prévoit, par exemple, de consacrer plus de 3 milliards de francs, au cours des cinq prochaines années, pour réduire ses émissions de CO_2. L'objectif zéro émission nette doit être atteint sur l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement d'ici à 2050. Nestlé compte réduire ses émissions de CO_2 de moitié d'ici à 2030 déjà.

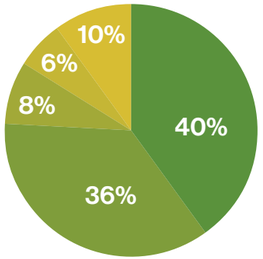
En guise de conclusion, permettez-moi de dire que l'économie apporte une contribution significative à la résolution du problème climatique. Par son engagement clair en faveur de l'objectif zéro émission nette d'ici à 2050 et les lignes directrices, elle confirme son rôle constructif en matière de politique climatique et soutient le Conseil fédéral dans ses projets climatiques à long terme. L'économie se fixe un but ambitieux et entend ainsi devenir l'acteur le plus innovant et le plus performant de la protection du climat.

Un marché asiatique à très grand potentiel

Avec ses 267 millions d'habitants, une classe moyenne en progression et un système démocratique stable, l'Indonésie devrait devenir la 4e puissance économique mondiale d'ici 2050, après la Chine, l'Inde et les Etats-Unis.

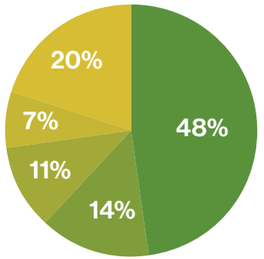
Il est important que les entreprises suisses puissent davantage développer leurs affaires avec ce marché à très fort potentiel. En 2019, elles y ont déjà exporté des biens d'une valeur de près d'un demi-milliard de francs.

Suisse-Indonésie : exportations/importations (2019)



Exportations vers l'Indonésie

- *Produits de l'industrie chimique - pharmaceutique*
- *Machines, appareils, électroniques*
- *Instruments de précision, horlogerie et bijouterie*
- *Métaux*
- *Reste*



Importations de l'Indonésie

- *Textile, vêtements, chaussures*
- *Produits agricoles, pêche*
- *Machines, appareils, électroniques*
- *Produits de l'industrie chimique - pharmaceutique*
- *Instruments de musique, jouets, etc.*

L'accord permettra aussi bien à la Suisse qu'à l'Indonésie de faciliter leurs échanges économiques, tout en renforçant le développement durable et des conditions de travail correctes. C'est donc un accord qui offre des avantages importants aux deux partenaires.

Ils disent OUI à un partenariat gagnant-gagnant !

Laurence de la Serna
Prés. de la CCIG et Administratrice-déléguée de Jean Gallay SA

Bernard Leuenberger
Président d'AGORA

Isabelle Chevalley
Conseillère nationale Vert'libéraux/VD

Jacques Bourgeois
Conseiller national PLR/FR

Bernard Rüeger
Vice-président economiesuisse

Christian Levrat
Conseiller aux Etats PS/FR

Pierre-André Page
Conseiller national UDC/FR

Georges Humard
Président de la CCIJ et CEO et Owner de Humard Automation SA

Laurent Wehrli
Conseiller national PLR/VD

Christine Bulliard-Marbach
Conseillère nationale Le Centre/FR

Damien Cottier
Conseiller national PLR/NE

Marianne Maret
Conseillère aux Etats Le Centre/VS

Simone de Montmollin
Conseillère nationale PLR/GE

François Gabella
Vice-président de Swissmem

Vincent Maitre
Conseiller national Le Centre/GE

Michel Matter
Conseiller national Vert'libéraux/GE

Alain Marietta
Président de la CNCI et Administrateur Metalem SA

Philippe Nantermod
Conseiller national PLR/VS

David Crettenand
Directeur de RedElec Technologie SA

Fritz Glauser
Prés. Fédération suisse des producteurs de céréales

Jean-Paul Gschwind
Conseiller national Le Centre/JU

Jacques Chavaz
Président Communauté d'intérêt pour le secteur agroalimentaire

Une large alliance vous invite à voter « OUI »

- ***Le Conseil fédéral et le Parlement***
- ***Le Centre (PDC et PBD), PLR, Vert'libéraux, l'UDC et les jeunesses de ces partis***
- ***economiesuisse, USAM, Union patronale suisse, l'Union suisse des paysans, Swissmem, Swiss Textiles, Swiss Medtech, Fédération horlogère, les chambres de commerce, FER, Communauté d'intérêt pour le secteur alimentaire (CISA) qui regroupe de nombreuses entreprises suisses***

Comité « OUI à l'accord avec l'Indonésie », CP 1207 Genève

De quoi s'agit-il ?

Après plus de 8 ans de négociations, la Suisse a conclu un accord avec l'Indonésie en décembre 2018. C'est un important succès pour notre pays.

Cet accord donne aux entreprises exportatrices suisses un accès facilité à un marché à très fort potentiel et un avantage concurrentiel déterminant, puisque ni l'UE ni les USA ne disposent d'un tel accord.

Mais surtout, cet accord permet de faire un grand pas en avant en matière de commerce et de développement durables.

Pourquoi des accords de libre-échange ?

Avec ses 8,6 millions d'habitants, le marché suisse est limité. Et notre pays ne dispose pas de matières premières en suffisance. Pour se développer et créer des emplois en Suisse, nos entreprises ont besoin d'exporter et de s'approvisionner dans le monde entier à des conditions avantageuses. C'est précisément ce que permettent les accords de libre-échange. Ils réduisent voire suppriment les droits de douanes et la bureaucratie ; ils protègent les investissements ainsi que les innovations helvétiques (ex. brevets).

La Suisse mise depuis des décennies sur les accords de libre-échange. Elle en a conclu 31 avec 41 partenaires, entre autres avec la Chine, le Mexique, Singapour, le Canada et le Japon.

« L'accord de libre-échange avec l'Indonésie renforcera considérablement la position de l'industrie suisse dans l'une des futures plus grandes puissances économiques mondiales. Refuser cet accord aujourd'hui reviendrait à fortement pénaliser nos exportations en Asie du Sud-Est au détriment d'une concurrence asiatique toujours plus agressive ! »

Claude Sudan
Directeur financier, DC Swiss SA

La société DC Swiss SA basée à Malleray dans le Jura bernois conçoit, produit et commercialise des outils de filetage haut de gamme depuis plus de 80 ans. Grâce à son savoir-faire, elle occupe un rang de leader en Suisse et s'assure une place privilégiée sur le marché mondial. L'accord de libre-échange avec l'Indonésie est essentiel pour le développement de ses activités en Asie du Sud-Est et pour accroître sa compétitivité face à la concurrence asiatique.

3 raisons de voter OUI à l'accord avec l'Indonésie

1. Soutenir les PME exportatrices suisses

Actuellement, l'accès au marché indonésien est soumis à des droits de douane élevés. Grâce à l'accord de libre-échange, **98% des taxes prélevées auprès des exportateurs suisses seront supprimées à moyen terme.** Les horlogers, les fabricants de machines, l'industrie agroalimentaire et les autres secteurs d'exportation économiseront ainsi plus de 25 millions de francs par an.

Les obstacles techniques au commerce seront eux aussi fortement atténués. Les ventes de produits suisses en Indonésie pourront ainsi se développer. Ni l'UE ni les USA n'ont signé un accord avec l'Indonésie. **Les quelque 97'000 PME exportatrices suisses auront donc un avantage concurrentiel décisif !**

2. Accord novateur en matière de développement durable

L'accord comprend un chapitre spécifique sur la durabilité. Pour la première fois dans son histoire, l'Indonésie s'engage à respecter des règles juridiquement contraignantes et de large portée en la matière. Une avancée remarquable.

La Suisse et l'Indonésie s'engagent à :

- **respecter les droits des travailleurs et des populations particulièrement vulnérables**
- **protéger les forêts primaires et autres écosystèmes ; en clair à mettre fin à la déforestation, au drainage des tourbières et à la culture sur brûlis**
- **réduire les droits de douane seulement pour l'huile de palme durable et traçable**

« Tous les accords de libre-échange les plus récents de la Suisse contiennent des dispositions explicites sur la durabilité. En outre, l'accord avec l'Indonésie contient des clauses spécifiques sur la production durable d'huile de palme, telles que la protection des peuples indigènes et des forêts vierges. »

Christian Etter
Le délégué du Conseil fédéral aux accords commerciaux

3. Agriculture suisse préservée

La production suisse d'huiles végétales ne suffit qu'à couvrir **environ 1/3 de la demande des consommateurs suisses.** Les concessions prévues par l'accord ont été négociées d'entente avec les producteurs concernés en Suisse et ne menacent donc pas la production agricole de notre pays. C'est pourquoi l'accord avec l'Indonésie est aussi soutenu par l'Union suisse des paysans.

Accord progressiste selon les ONG

L'accord est basé entre autres sur les objectifs de développement durable des Nations unies et sur le label RSPO du WWF. Il est qualifié de particulièrement progressiste par des ONG telles que notamment le **WWF, Greenpeace, Public Eye, Alliance Sud, Helvetas et SwissAid,** qui ne sont pas opposées à l'accord.

Huile de palme : un faux problème !

- **La Suisse n'importe qu'une infime partie (0,0001%) du total de l'huile de palme exportée par l'Indonésie**
- **Le volume d'huile de palme indonésien importé en Suisse en 2019 tient dans moins de deux citernes de fret de 22 tonnes, soit 35 tonnes.**

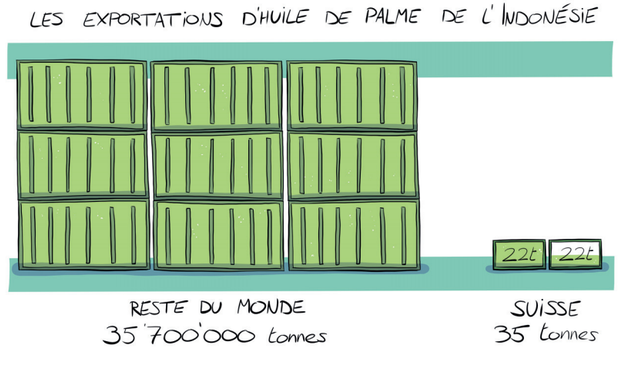


Illustration : Grib

- **L'accord de libre-échange est très clair : seule l'huile de palme produite de manière durable et traçable bénéficiera des réductions tarifaires et des quotas d'importation stricts sont fixés. Cet accord priviliégera les importations d'huile de palme durable sans augmenter la quantité totale d'huile de palme importée par la Suisse.**